

PROGRAMME ASIE

QUELLES PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR LE VIÊTNAM EN INDO-PACIFIQUE ?

PAR NICOLAS DUTERQUE

RESPONSABLE DE ZONE EXPORT,
DIPLOMÉ D'IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2019

ASIA FOCUS #102

J e pense qu'il est très souhaitable pour nous de ne pas choisir de camp, mais les circonstances pourraient arriver lorsque l'ASEAN devra choisir l'un ou l'autre. J'espère que cela n'arrivera pas".¹ Tels furent les propos du premier ministre singapourien Lee Hsien Loong lors du dernier sommet de l'ASEAN en Novembre 2018. Si les camps en question ne furent pas explicitement prononcés, il ne fait aucun doute que cela fait référence aux tensions grandissantes entre la Chine et les États-Unis, dont l'un des principaux terrains d'affrontement concerne le sud-est asiatique. Parmi les dix membres de l'ASEAN, le Viêt Nam est certainement dans la position la plus délicate du fait de sa relation triangulaire entre Pékin et Washington², résultant de plusieurs décennies post-Đổi Mới.

Les réformes du Đổi Mới (renouveau) entamés en 1986 à l'issue du sixième congrès du parti communiste vietnamien (PCVN) ont grandement contribué à l'essor du Viêt Nam tel que nous le connaissons aujourd'hui. Bien souvent perçu comme une réforme purement socio-économique, le Đổi Mới est surtout une stratégie d'ouverture diplomatique, servant de base politique au PCVN suite à l'implosion de l'URSS.

Par l'intermédiaire d'une stratégie multilatérale dite "hedging" pouvant être qualifiée de politique d'équilibre³ basée sur une intégration économique pro-active ainsi que l'autonomie stratégique des "three no's"⁴, Hanoi est rapidement revenu sur le devant de la scène internationale. Parti d'un isolement diplomatique à la fin des années 80, le Viêt Nam a su normaliser ses relations, signer des accords économiques et établir divers partenariats stratégiques avec les principales puissances, intégrer les différentes organisations régionales et internationales et enfin moderniser son armée⁵. Cela s'est

¹ Catherine Wong, "Singapore leader warns region may have to choose between China and US", South China Morning Post, 15 Novembre 2018.

² Nguyen Manh Hung, "The politics of the United-States - China - Vietnam triangle in the 21st century", ISEAS, Décembre 2015.

³ Carl Thayer définit la politique d'équilibre comme une stratégie accordant aux puissances étrangères une part de responsabilité égale dans la stabilité du Viêt Nam.

⁴ Doctrine militaire vietnamienne basée sur le non-alignement : pas d'alliances militaires contre un autre pays, pas de bases étrangères au Viêt Nam, pas d'alignement militaire.

⁵ Le Viêt Nam dispose aujourd'hui de la plus grosse flotte sous-marine en Asie du sud-est avec six unités de classe Kilo.

aussi récemment illustré avec la ratification du CPTPP (ex-TPP) par Hanoi en Novembre 2018, accord couvrant 16% du PIB mondial. Ce parcours exemplaire basé sur une politique extérieure dite d'équilibre se retrouve pourtant aujourd'hui en première ligne face aux évolutions géopolitiques en Asie, entre ses voisins membres de l'ASEAN, la Chine et les États-Unis.

D'une part, l'arrivée de Xi Jinping à la tête du pouvoir chinois en tant que secrétaire général du parti en 2012 et président de la RPC en 2013, a provoqué une affirmation explicite des ambitions chinoises à l'échelle régionale puis internationale. Cela s'est par exemple illustré entre Mai et Juillet 2014, lorsqu'une plateforme mobile de forage pétrolier "HYSY 981" s'est illégalement installée en zone économique exclusive vietnamienne. Cet énième incident diplomatique appelé "oil rig crisis" provoqua des révoltes populaires antichinoises au Viêt Nam, dont le PCVN put habilement tirer profit en alimentant le patriotisme vietnamien. Avec la récente réélection de Xi Jinping, d'ores et déjà appelé "président à vie", Pékin poursuit sa stratégie de domination en mer de Chine méridionale, appelée Mer de l'est par les vietnamiens (*Biển Đông*) en établissant un pré-carré chinois par l'intermédiaire d'une militarisation accrue des positions sur les archipels des Spratleys (Trường Sa) et Paracels (Hoàng Sa), revendiqués par Hanoi. La Belt and Road Initiative (BRI) dotée de huit trillions d'USD illustre parfaitement ces ambitions chinoises à l'échelle globale.

D'autre part, l'élection de Donald Trump début 2017 marqua une rupture avec "le pivot asiatique" propre aux mandats de Barack Obama. À la fois floue et paradoxalement plus directe, l'approche de Donald Trump s'apparente clairement à un "containment" plus net envers Pékin. Fidèle à sa politique "America first" teintée d'unilatéralisme, Donald Trump souhaite désormais déléguer le rôle post-1945 des États-Unis en tant que protecteur de cet espace maritime renommé "Indo-Pacific" (ex- Asia Pacific). Ainsi, les puissances régionales telles que le Japon, l'Inde et l'Australie sont amenées à défendre plus

activement les valeurs comme la promotion de la démocratie, l'application du droit international et les libertés de navigation et de survol. Regroupés au sein du QUAD avec les États-Unis, ces quatre nations défendent la stratégie, encore balbutiante du Free and Open Indo-Pacific.

Dans un tel contexte de tensions grandissantes, dont la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis n'est qu'une partie émergée de l'iceberg, le "paradoxe vietnamien"⁶, qui tira jusqu'ici profit du "hedging", voit sa politique extérieure traditionnelle basée sur les "three no's" de plus en plus remise en question.

À l'instar de certains membres de l'ASEAN ayant amorcé/confirmé leur rapprochement auprès de Pékin, le Viêtnam se trouve actuellement dans une position délicate vis-à-vis de son non-alignement traditionnel. Dans une ASEAN de plus en plus teintée d'autoritarisme, de populisme et donc plus ouverte aux "récits"⁷ et alternatives offertes par la RPC, Hanoi navigue plus que jamais dans les eaux troubles d'un environnement rappelant une nouvelle guerre froide.

Cette analyse vient par conséquent présenter les perspectives stratégiques de la république socialiste du Viêtnam (RSVN) tout en tenant compte du rapport de force grandissant entre la Chine et les États-Unis, nourrissant les débats sur un éventuel "piège de Thucydide"⁸ mais aussi des récents rebondissements géopolitiques dans la zone Indo-Pacific.

⁶ Alexis Mathé, "Les mutations de la stratégie vietnamienne face à la Chine : entre développement d'une force militaire régionale moderne et partenariats stratégiques", Asia Focus (IRIS), Juillet 2018.

⁷ Barthélémy Courmont, Emmanuel Dubois de Prisque, "Ce que la culture pop chinoise nous révèle de la nouvelle soif de puissance de l'Empire du Milieu", Atlantico, Janvier 2019.

⁸ Jean-Raphaël Chaponnière, " La Chine, Trump et le piège de Thucydide", Asialyst, 29 Septembre 2018.

BANDWAGONING, PERSPECTIVES D'UN RAPPROCHEMENT ENTRE HANOÏ ET PÉKIN

Depuis la dernière décennie, le sujet du non-alignement vietnamien a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs dans la littérature anglophone sur la base des termes propres aux relations internationales : "hedging", "bandwagoning" et "balancing". La perspective d'un rapprochement entre le Viêtnam et la Chine s'apparentant ainsi à un bandwagoning, qui signifie un accommodement, un suivisme envers l'État le plus fort (l'hégémon) et donc dans ce cas la RPC. Peu analysé et mis en avant, ce scénario reste tout de même réaliste, de plus en plus plausible compte tenu de l'inévitable affirmation et offre politico-économique chinoise.

Hanoi et Pékin disposent avant-tout d'une relation bien particulière compte tenu de la proximité idéologique entre les deux partis communistes et de la longue histoire liant les deux pays. Dès la création du Viêtnam il y a 2300 ans, la relation entre les pays, tel un "fardeau géographique", sera faite de multiples guerres d'indépendances face aux tentatives d'invasions chinoises. Néanmoins, cet asymétrie chinoise fut aussi bénéfique au Viêtnam sur le plan culturel (vietnamisation du confucianisme) mais aussi économique, permettant au Viêtnam de se développer, de prospérer et d'entamer sa marche vers le sud. Le chercheur vietnamien Dr. Le Hong Hiep parle ainsi d'une "tyranny of geography" en basant sur deux variables : "soft tyranny" et "hard tyranny"⁹. L'arrivée des Français à la fin du XIX^{ème} siècle marqua progressivement la fin de l'influence directe chinoise jusqu'à la création de la république démocratique du Viêtnam (RDVN) par Hô Chi Minh en 1954. La RDVN fut dès lors, dans un contexte de guerre froide, soutenue par les deux grands frères communistes : la jeune République Populaire de Chine de Mao et l'URSS. Lors de la deuxième partie du XX^{ème} siècle, les relations sino-vietnamiennes entrèrent dans une certaine bipolarité, faite de rapprochements diplomatiques et

⁹ Le Hong Hiep, "Living next to the giant", ISEAS, 2017

coopérations politico-économiques ¹⁰ d'une part, d'hégémonies et conflits, principalement maritimes d'autre part. Par pragmatisme, Hanoi s'efforce de maintenir une relation constructive, tel un dialogue parallèle avec son "voisin à caractère encombrant" ¹¹ et ce malgré les trois défis majeurs vis à vis de la RPC : un déficit commercial à hauteur de 24 milliards d'USD en 2018, une population largement hostile à la Chine, ainsi qu'une sinisation grandissante de la mer de Chine méridionale, notamment depuis 2010.

L'affirmation inexorable de la Chine sous Xi Jinping, de ses ambitions et de son modèle alternatif basé sur une offre politique, économique et militaire est désormais en mesure de concurrencer les États-Unis. Amplement facilité par l'investiture de Donald Trump par l'intermédiaire d'une politique unilatérale et isolationniste, Pékin bénéficie ainsi d'une incertitude américaine en Asie, marquée par exemple par le retrait de Washington du TPP pourtant initié par Barack Obama. Si à l'échelle asiatique, Pékin peut compter sur ses alliés de premier plan : pakistanais et nord-coréens, l'ASEAN s'ouvre elle aussi à la Chine, notamment le Cambodge, le Laos et plus récemment les Philippines avec l'élection de Rodrigo Duterte. Ce dernier a d'ailleurs récemment commenté que "la Chine était déjà en possession de la mer de Chine méridionale, que les opérations militaires navales des États-Unis accompagnés de leurs alliés créaient des frictions, déstabilisant les efforts pour résoudre les contentieux maritimes entre Pékin et ses voisins"¹².

Le Viêt Nam de son côté, certes principal et dernier opposant direct face à l'établissement d'un pré-carré maritime chinois, poursuit sa stratégie d'engagement politique et économique dans l'espoir de mieux apprivoiser l'hégémonie chinoise en créant plus d'interdépendances. Cela passe inévitablement par des rapprochements tous azimuts et hors domaines traditionnels comme l'indique Benoit de Tréglodé¹³.

¹⁰Benoit de Tréglodé, "La mer de Chine du sud, le Viêt Nam et la Chine", Asia centre, Septembre 2011.

¹¹ Ce terme a été utilisé dans le troisième livre blanc sur la défense et a provoqué un mécontentement de la part de Pékin. Toujours d'actualité, ce sujet de friction est actuellement en suspens, en attendant le prochain livre blanc.

¹² Raul Dancel, "Duterte says China 'already in possession' of South China Sea, tells US to end military drills", The Strait Times, 15 Novembre 2018,

¹³ Benoit de Tréglodé. "Viêt Nam - Chine, la guerre n'aura pas lieu", dans l'ouvrage "l'Asie stratégique, de l'Inde au Pacifique" RDN, 2018

Premièrement, cela passe par un intérêt pour le développement des coopérations militaires entre Hanoi et Pékin. À l'instar du premier exercice naval entre la Chine et l'ASEAN fin Novembre 2018 auquel le Viêt Nam participa, Hanoi pourrait se tourner vers son voisin septentrional pour se procurer matériels militaires, équipements logistiques et armements¹⁴. En effet, l'Armée populaire du Viêt Nam (APVN) a entamé dès 1995 un plan de réforme pour moderniser son armée, notamment sur les capacités navales et aériennes. De son côté Pékin dispose du deuxième budget militaire mondial, permettant ainsi de favoriser ses exportations et donc d'étendre son influence auprès de ses clients.

Par l'intermédiaire des forts liens idéologiques entre les deux partis (PCVN et PCC), constituant un axe de communication parallèle aux canaux gouvernementaux, Hanoi et Pékin disposent des mêmes intérêts/défis face à l'essor d'une société 2.0. Pour les partis au pouvoir, face à une société de plus en plus connectée (environ 50% au Viêt Nam¹⁵), il est primordial de garder un contrôle sur d'éventuelles cyberdissidences. C'est dans ce contexte que depuis le 1er Janvier 2019 la nouvelle loi sur la cybersécurité est entrée en vigueur au Viêt Nam. Critiquée par l'UE et les États-Unis, celle-ci rend entre autres illégaux tous contenus allant à l'encontre des intérêts/symboles nationaux. Similaire à la loi cyber chinoise, ce durcissement législatif au Viêt Nam est encouragé via un lobbyisme du PCC, qui souhaite éviter toutes ouvertures politiques à ses frontières et contaminations populaires sur son territoire¹⁶.

Au fil des années post-Đổi Mới, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Viêt Nam. Le commerce bilatéral en constante augmentation a dépassé les 100 milliards d'USD en 2018, provoquant un large déficit commercial pour Hanoi, qui est étroitement dépendant des approvisionnements en provenance de Chine. Conscientes de cette

¹⁴ *ibid*

¹⁵ Maxence de Lorgeril, "1er Janvier 2019, entrée en vigueur de la loi sur la cybersécurité au Vietnam", Portail-IE, 2 Janvier 2019.

¹⁶ Benoît de Tréglodé, "Viêt Nam - Chine, la guerre n'aura pas lieu", dans l'ouvrage "l'Asie stratégique, de l'Inde au Pacifique" RDN, 2018

dépendance, les autorités vietnamiennes cherchent activement à réduire ce déficit en encourageant les investissements chinois tout comme les exports de produits vietnamiens en Chine. La Belt and Road Initiative (BRI – aussi appelée “nouvelles routes de la soie”) lancée par Xi Jinping en 2013 constitue une opportunité aussi intéressante que dangereuse pour Hanoi, qui nécessite d’après le « global infrastructure hub » environ 605 milliards d’USD d’investissement dans les infrastructures énergétiques, terrestres et ferroviaires. D’un point de vue politique, le PCVN soutient et promeut l’initiative de Pékin, dont les objectifs sont autant géostratégiques qu’économiques. Le nord du Viêt Nam apparaît ici comme une zone privilégiée pour une meilleure interconnexion entre les provinces du sud de la Chine et le port de Hai Phong via plusieurs provinces nord-vietnamiennes. La vision commune “ Two Corridors, One Road” (TCOB) signée en 2013 en est l'exemple parfait. Néanmoins, le Viêt Nam préfère pour le moment être prudent et jouer la montre pour mieux prendre du recul sur les premiers investissements labellisés BRI dans d’autres pays asiatiques¹⁷. Les exemples de “debt trap” (pièges à dettes)¹⁸ comme ce fut le au Sri Lanka, pourraient enflammer la population vietnamienne et provoquer de nouvelles émeutes bien plus virulentes que celles de Juin 2018 (justement liées à une proposition de loi promouvant les investissements étrangers via 3 zones économiques spéciales).

Point tout aussi sensible et important pour Hanoi, les négociations concernant les contentieux maritimes sur les archipels des Paracels (Hoàng Sa) et Spratleys (Trường Sa) constituent le réel défi des relations sino-vietnamiennes. Dans ce contexte la RSVN base ses revendications sur des preuves historiques et juridiques en faisant référence au droit international (CNUDM). Pékin de son côté, s’appuie sur sa ligne en forme de U, en apportant différentes justifications “ambiguës” (historiques et souveraines),

¹⁷ Viet Anh, “Vietnam still wary of China’s BRI”, VNexpress.com, 16 Novembre 2018.

¹⁸ Tanner Greer, “One Belt, One Road, One big mistake”, Foreignpolicy, 6 Décembre 2018.

vraisemblablement dans un but stratégique¹⁹. Par ailleurs, la RPC y exerce une politique de domination en harcelant toutes démarches vietnamiennes, allant des bateaux de pêches aux tentatives de coopérations énergétiques aux larges des côtes impliquant des entreprises étrangères (Repsol par exemple). Avec des réserves de près de 11 milliards de barils pour le pétrole et 190 billions de pieds cubes pour le gaz naturel²⁰, la mer de Chine méridionale - considérée comme une mer semi-fermée, représente un intérêt stratégique de premier ordre pour la Chine et les États riverains, qui s'orientent vers un modèle d'économie maritime. En plus des réserves énergétiques et halieutiques, la mer de Chine méridionale offre aussi un avantage géostratégique du fait des voies maritimes reliant le Moyen-Orient, le sous-continent-indien avec le nord-est asiatique. Avec 94 000 navires annuels naviguant sur ces véritables "autoroutes maritimes"²¹, la Mer de Chine méridionale cristallise donc toutes les attentions, donnant lieu par exemple à une course aux revendications entre plusieurs membres de l'ASEAN et la Chine. Outre les activités de poldérisation, cela se traduit par une militarisation accélérée des positions chinoises mais aussi de la promotion d'un tourisme nationaliste. Fin 2018, Pékin a par ailleurs installé une station météorologique dans les Spratleys (Trùng Sa), provoquant le mécontentement de Hanoi.

En usant d'une politique du fait-accompli couplée à une habile déstabilisation de l'ASEAN²², la Chine souhaite prendre l'avantage dans les actuelles négociations du futur code de conduite en mer de Chine méridionale, dont le premier draft a été validé en Août 2018. Pour le Viêtnam, ce code de conduite (CoC) représente l'espoir d'un règlement des contentieux maritimes avec son voisin septentrional, ouvrant la porte à diverses coopérations scientifiques et énergétiques²³. La plupart des experts restent cependant sceptiques sur le fait que le futur CoC puisse inclure une clause de règlement légale basée sur le droit international (CNUDM) en cas de litiges ou d'harcèlements. Sur ce point, Hanoi

¹⁹ Frederic Lasserre, Eric Mottet, Barthélémy Courmont, Géopolitique de la mer de Chine méridionale, Eaux troubles en Asie du sud-est, Asies Contemporaines, 2017, p 16

²⁰ *Idem*, p 118.

²¹ *Idem*, p 116.

²² Huong Le Thu, "Why the region has given up on 'shaping China' ", ASPI, 19 Décembre 2018.

²³ Carlyle A. Thayer, "South China Sea scientific cooperation between Vietnam and the Philippines", Thayer Consultancy Background Brief, 29 Décembre 2018.

fait très clairement valoir ses positions en maintenant une ligne dure dans le cadre des négociations face à Pékin, qui espère par l'intermédiaire de ce CoC, montrer sa capacité à fédérer et rallier l'ASEAN en bannissant tout exercice militaire, toute coopération scientifique ou énergétique avec des pays étrangers aux actuelles discussions (comprendre États-Unis et QUAD)²⁴.

Suite au décès du défunt président vietnamien Trần Đại Quang en Septembre 2018, le secrétaire général du parti communiste vietnamien Nguyễn Phú Trọng cumule depuis, à l'instar de Xi Jinping, le double rôle de président-secrétaire général. Cet évènement n'a pas manqué de faire couler de l'encre auprès des analystes, y voyant une nouvelle parallèle attestant de l'influence politique et idéologique de la Chine sur le Viêt Nam²⁵. Il est vrai que la RPC ne cache plus ses ambitions et use de sa position avantageuse en mer de Chine méridionale pour dicter son agenda et ses conditions dans le cadre des négociations. Pour le Viêt Nam, la Chine apparaît comme un choix, certes parfois fataliste, car contraire à sa doctrine en matière de politique étrangère mais de plus en plus réel. L'année 2019 sera décisive en attendant la présidence de l'ASEAN par Hanoi l'année suivante.

BALANCING, PERSPECTIVES D'UN ALIGNEMENT ENTRE LA RSVN ET LA STRATÉGIE FOIP, DÉFENDUE PAR LES ÉTATS-UNIS AINSI QUE LE QUAD

"From enemies to partners", la relation entre Hanoi et Washington

Cette approche résume parfaitement l'évolution des relations entre Hanoi et Washington depuis 1975. Ainsi, depuis la normalisation de leurs relations en 1995, le Viêt Nam et les

²⁴ Le Hong Hiep, "How to read Hanoi's position on the South China Sea COC", ISEAS, 3 Janvier 2019.

²⁵ Bennett Murray, Bac Pham, "Is Vietnam new leader taking cues from China's Xi Jinping?", South China Morning Post, 27 Octobre 2018.

États-Unis se sont continuellement rapprochés pour devenir partenaires sur le plan économique et dans une moindre mesure sur le plan sécuritaire. La levée des embargos en 1994 puis 2016, la signature d'un accord économique bilatéral en 2000, puis d'un partenariat global (certes de moindre envergure que celui entre Hanoi et Pékin) en 2013 illustrent bien cette tendance, dont la montée en puissance chinoise ne serait pas étrangère à ce "mécanisme"²⁶. Hanoi et Washington partagent en effet la même crainte face à l'affirmation de Pékin, notamment en mer de Chine méridionale. Dans un tel contexte, l'intérêt stratégique du Viêt Nam aux yeux des États-Unis n'a fait que grandir depuis les deux mandats de Barack Obama. Cela s'est par exemple retranscrit dans le rapport "national security strategy" de 2017, où le Viêt Nam y est présenté comme un partenaire sécuritaire et économique grandissant²⁷. Courant 2018, l'ex secrétaire à la défense James Mattis s'est par ailleurs rendu à deux reprises au Viêt Nam. Entre temps, c'est le porte-avion USS Carl Vinson qui a effectué une escale portuaire à Da Nang en Mars 2018, une première depuis la fin de la guerre du Viêt Nam.

À l'opposé du bandwagoning, Hanoi pourrait ainsi rejoindre la vision défendue par les États-Unis et leurs alliés dits démocratiques. Cette orientation stratégique s'apparenterait au balancing ou hard-balancing, dont le but recherché serait de contrer la puissance hégémonique. C'est justement ce que les membres de l'ASEAN reprochent à Washington : une volonté de containment trop directe, trop exclusive vis-à-vis de Pékin. La politique américaine asiatique de Donald Trump apparut jusqu'ici incohérente et instable, marquée par une volonté de désengagement comme avec le retrait du TPP, ainsi qu'une approche plus offensive à l'encontre de Pékin par l'intermédiaire de la guerre commerciale et des opérations navales FONOPs.

²⁶ Pierre Grosser, « le Viêt Nam sera-t-il le meilleur allié des États-Unis en Asie? », dans l'ouvrage « Les enjeux géopolitiques du Viêt Nam », Hérodote, 2015, p 82.

²⁷ "National Security Strategy of the United States", 2017, p56.

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a en effet donné lieu à une popularisation d'abréviations ou termes, tels que : Indo-Pacific, FOIP, FONOP et QUAD. Tout d'abord, l'Indo Pacific désigne une zone géographique allant de la partie ouest de l'océan Indien à l'ouest du pacifique en englobant une partie de l'Océanie. Ce "re-branding géostratégique" au détriment du terme Asia-Pacific, vient inclure plus explicitement le rôle de l'Inde à l'échelle régionale, qui est amenée à participer plus activement à la stabilité de cette région. Repris par divers pays dont le Japon, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie et l'Inde, ce terme peut être considéré comme une vision géostratégique, dont le terme FOIP (Free and Open Indo Pacific) s'apparente au prolongement stratégique. Promouvant la démocratie, la liberté et la bonne gouvernance en référence au terme "free", cette stratégie défend aussi via le terme "open" le libre-commerce ainsi que la libre navigation en s'opposant à toute forme de pré-carré²⁸. Le QUAD pour « Quadrilateral security » dialogue incluant à l'heure actuelle les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie est un regroupement informel de différents pays partageant cette même vision, ces mêmes valeurs, en menant dialogues et forums sur les sujets liés à la sécurité et plus récemment les investissements de la région. Enfin, les FONOPs ou « Freedom of Navigation Operations » ont pour but d'opérationnaliser cette vision. Cela se présente ainsi sous la forme de passages de divers bâtiments militaires par les marines du QUAD (ou plus rarement d'autres pays comme la France et le Royaume-Uni) dans la région du sud-est asiatique en empruntant les routes maritimes à proximité des positions chinoises dans les Paracels (Hoàng Sa) et Spratleys (Trường Sa). Ces FONOPs en nette augmentation depuis l'arrivée de Donald Trump, donnent ainsi lieu à diverses escales portuaires au Viêt Nam, mais peuvent aussi raviver les tensions comme ce fut le cas lors d'un "dangereux rapprochement" entre le navire américain (USS Decatur) et chinois (Luyang) en Octobre 2018²⁹.

La RSVN de son côté "respecte"³⁰ ces opérations, car elles entrent dans le cadre du droit international défini par la CNUDM et permettent de garder un certain "équilibre des

²⁸ Mira Rapp Hooper lors de la conférence-débat organisée par l'IFRI « Approaching the Indo-Pacific », Paris, Septembre 2018.

²⁹ Steven Stashwick, "Unsafe incident between US and chinese warships during FONOP", The Diplomat, 2 Octobre 2018.

³⁰ Khanh Linh, "Viêt Nam says respect Freedom of Navigation operation as US warship sails near Paracels", VNexpress, Janvier 2019.

forces”³¹ en mer de Chine méridionale, au grand dam de Pékin, qui y voit une provocation ainsi qu’une tentative de déstabilisation régionale des États-Unis. Souvent perçu comme le futur membre idéal du QUAD au sein de l’ASEAN, le Viêt Nam dispose en effet de divers atouts pour amorcer une telle orientation stratégique. Son positionnement géographique dans un premier temps, car disposant de 3200 kilomètres de côtes donnant accès direct aux zones contestées, avec plusieurs bases militaires dont la base navale hautement stratégique de Cam Ranh, anciennement sous pavillon Soviétique³². De plus, la RSVN dispose de partenariats grandissants avec les autres membres du QUAD : l’Inde (partenariat stratégique global), le Japon et l’Australie (tous deux partenariats stratégiques). Derek Grossman³³ et Joshua Kurlantzick³⁴ s’accordent sur ce point : le QUAD, sous l’impulsion des États-Unis doit s’ouvrir au Viêt Nam et ce malgré les limites d’un tel rapprochement comme les mauvais résultats du Viêt Nam dans le domaine des droits de l’homme.

De leur côté, les autorités vietnamiennes évitent de promouvoir ou de participer explicitement à la nouvelle stratégie FOIP, afin d’éviter toutes conséquences venant du voisin chinois dans le cadre des négociations du CoC par exemple. Cela dit, le Viêt Nam a accueilli de nombreuses marines étrangères dans le cadre des FONOPs en 2018 et d’après le sondage effectué par la chercheuse Dr. Huong Le Thu auprès de diplomates, militaires et académiciens du Viêt Nam, les vietnamiens se montrent les plus “positifs”³⁵ envers le QUAD parmi les membres de l’ASEAN.

Néanmoins, certains obstacles subsistent entre Hanoi et Washington vis-à-vis de la stratégie FOIP mais aussi des relations bilatérales. Jugée irrégulière, incohérente et incomplète l’approche “anti-chinoise”³⁶ de Trump inquiète les autorités vietnamiennes. Le QUAD a jusqu’à présent mis en avant son aspect sécuritaire uniquement, alors que la

³¹ Carlyle Thayer, “US Fonops, Vietnam and the south china sea”, Thayer Consultancy Background Brief, 5 Décembre 2018.

³² Nathalie Fau, « La maritimisation de l’économie vietnamienne : un facteur exacerbant les conflits entre le Viêt Nam et la Chine en mer de Chine méridionale ? », dans l’ouvrage “Les Enjeux géopolitiques du Viêt Nam”, Hérodote, 2015, p 39.

³³ Derek Grossman, “The QUAD is not enough”, Foreign Policy, Novembre 2018

³⁴ Joshua Kurlantzick, “Making US-Viêt Nam ties a model for a Free and Open Indo-Pacific”, CFR, Novembre 2018.

³⁵ Huong Le Thu, “Southeast Asian perceptions of the Quadrilateral Security Dialogue - Survey findings”, ASPI, Octobre 2018.

³⁶ Entretien avec Dr. Le Hong Hiep (chercheur ISEAS), Septembre 2018.

Chine dispose d'un argument de poids : le BRI et sa diplomatie du portefeuille. Face à cela, s'ajoute le rôle de l'Inde qui souhaite une approche plus inclusive et multilatérale basée elle aussi sur un traditionnel non-alignement. Cette approche est d'ailleurs partagée par la plupart des membres de l'ASEAN comme l'Indonésie, qui souhaite impliquer la Chine dans une coopération régionale au sein de l'Indo-Pacific³⁷.

Sur le plan économique, la guerre commerciale entre Pékin et Washington a effectivement des répercussions sur le Viêtnam. Jugée positive sur le court-terme, du fait des délocalisations chinoises, cette guerre commerciale pourrait sur le long-terme entre autres, attirer le Viêtnam et son fort excédent commercial (32 milliards d'USD en 2018) vis-à-vis de Washington dans le viseur des autorités américaines³⁸. Le marché américain étant en effet le premier marché export du Viêtnam, l'imposition de sanctions ou de barrières douanières sur certains produits "made in Vietnam", provoqueraient inévitablement un ralentissement de la croissance vietnamienne.

Sur le plan sécuritaire, les récentes manœuvres américaines, afin de ramener le Viêtnam dans leur orbite, ont été mises en suspens par Hanoi : annulation des engagements militaires avec les États-Unis pour 2019 (annulation des exercices militaires et achats d'armements)³⁹. Concernant ce dernier point, Hanoi aurait ainsi été sur le point de signer des contrats d'armements pour une valeur de 94 millions d'USD⁴⁰, signe d'un rapprochement avec Washington et surtout d'une volonté d'augmenter les importations américaines face un excédent commercial vietnamien grandissant. Cette décision aurait été avant tout hautement symbolique et aurait envoyé un message fort à la Chine et à la Russie, traditionnel et principal fournisseur d'armes au Viêtnam, détenant environ 90% du marché. C'est justement cette relation russo-vietnamienne dans le domaine de l'armement qui est sujette à des sanctions américaines, suite à l'annexion de la Crimée par Moscou en 2014. James Mattis, ex-secrétaire à la défense a ainsi demandé au congrès

³⁷ Cabinet du secrétariat de la république d'Indonésie, "Indonesia invites China to join Indo-Pacific cooperation", 14 Novembre 2018.

³⁸ Tuan Ho, Trang Thi Ngoc Nguyen, and Tho Ngoc Tran, "How will Vietnam cope with the impact of the US-China trade war?", ISEAS, 21 Novembre 2018.

³⁹ Le Hong Hiep, "Why did Vietnam cancel its defense engagement with the US?", ISEAS, 11 Décembre 2018.

⁴⁰ Entretien avec Dr. Le Hong Hiep (chercheur ISEAS), Septembre 2018.

américain une exemption appelée "CAATSA waiver" pour le Viêtnam, l'Inde et l'Indonésie, car jugés partenaires stratégiques en Indo-Pacifique. Cela dit, comme l'affirme le spécialiste du Viêtnam Carl Thayer, même en cas d'exemption américaine, Hanoi serait contraint de ralentir sa coopération avec la Russie, sous peine de sanctions, cette fois réelles⁴¹.

Enfin, signé le 31 Décembre 2018 par Donald Trump, l'ARIA (Asia Reassurance Initiative Act) marque la mise en place d'une politique asiatique par les États-Unis sur le long terme (2019-2023). Venant compléter et approfondir la National Security Strategy, l'ARIA apporte le manque de stratégie décrié par les membres de l'ASEAN et du QUAD : mise de en place de 8 objectifs stratégiques, financements de 5 axes précis à hauteur d'1,5 milliards USD annuels (notamment cyber-défense et promotion de la démocratie) et enfin identification des principales menaces comme le terrorisme dans le sud-est asiatique, la dénucléarisation nord-coréenne et les activités illégales chinoises dans le domaine maritime.⁴² Pour les alliés américains (Taiwan, Japon, Australie, Inde) et leurs partenaires sécuritaires grandissants comme le Viêtnam, il s'agit clairement d'un engagement américain en Indo-Pacifique qui permettra de mieux équilibrer la balance entre superpuissances, mais aussi peut-être d'exacerber les tensions entre Washington et Pékin. La volonté américaine de promouvoir plus largement via l'ARIA, les normes démocratiques et des droits de l'homme pourrait néanmoins remettre la pression sur Hanoi, étant donné que Donald Trump avait volontairement rétrogradé ces aspects au détriment des intérêts stratégiques.

La RSVN et les autres membres du QUAD, vers un renforcement stratégique

En parallèle des liens grandissants entre le Viêtnam et les États-Unis, Hanoi a aussi opéré un rapprochement avec les autres membres du QUAD à savoir l'Australie, l'Inde et le Japon. Hanoi dispose en effet avec ces pays de partenariats stratégiques, dont un qualifié

⁴¹ Carl Thayer, "Vietnam's diplomatic strategy and major power tensions", Thayer Consultancy Background Brief, 31 Décembre 2018.

⁴² Carl Thayer, "ARIA, congress makes its mark on US ASIA policy", The Diplomat, 8 Janvier 2019.

de “global” avec l’Inde. Même si certains désaccords stratégiques subsistent au sein du QUAD avec l’Inde, leur volonté commune de préserver les espaces maritimes ouverts et libres à tous reste leur principale ligne directrice⁴³.

Le partenariat entre le Viêtnam et l’Australie a ainsi été réévalué en partenariat stratégique en Mars 2018, illustrant des liens grandissants entre ces deux pays, notamment économiques et sécuritaires. De son côté, l’Australie est ainsi confrontée à l’expansion des intérêts chinois en Océanie⁴⁴ et est confrontée à divers scandales dans le domaine de la politique intérieure, impliquant des faits de corruption entre personnalités politiques chinoises et australiennes⁴⁵. Alliée des États-Unis depuis 1951, Canberra s’aligne en large partie sur la politique sécuritaire des États-Unis en défendant le droit international et la liberté de navigation, effectuant par exemples des escales portuaires au Viêtnam. 15eme partenaire économique du Viêtnam avec un commerce bilatéral de 6.5 milliards d’USD en 2017, Canberra est elle aussi membre du CPTPP depuis Octobre 2018. Démocratie libérale, l’Australie est souvent perçue comme le relai des États-Unis en Indo-Pacific, promouvant la démocratie et les valeurs occidentales⁴⁶. La mise à disposition d’un avion de transport de l’armée de l’air australienne dans le cadre du déploiement de la première mission sous mandat de l’ONU de l’APVN au Sud-Soudan est un signe de renforcements diplomatiques entre les deux capitales.

Le Japon a lui aussi pris conscience de l’intérêt stratégique du sud-est asiatique face à l’affirmation chinoise. Membre du QUAD, du CPTPP, Tokyo est un allié traditionnel des États-Unis, qui a récemment confirmé l’augmentation de son budget militaire pour les cinq prochaines années⁴⁷. Le premier ministre Shinzo Abé, souhaite montrer à ses partenaires économiques de l’ASEAN, dont le Viêtnam, que le Japon rehausse ses engagements en Indo-Pacific. Jouissant d’une très bonne image au sein de l’ASEAN, Tokyo est avant tout un partenaire économique de premier plan, notamment au Viêtnam :

⁴³ Jeff M Smith, “India & the QUAD: weak link or keystone?”, ASPI, 15 Janvier 2019.

⁴⁴ Christian Lechervy, “ Les États insulaires des océans indiens et Pacifique au cœur des rivalités stratégiques”, dans l’ouvrage « L’Asie stratégique, de l’Inde au Pacifique », RDN, 2018, p 132.

⁴⁵ “Tensions avec la Chine : l’Australie adopte des lois contre l’ingérence étrangère”, RTBF.be, 29 Juin 2018.

⁴⁶ Carlyle A Thayer, “Australia: a US surrogate in the Indo-Pacific region?”, Thayer Consultancy Background Brief, 16 Janvier 2019.

⁴⁷ Daljit Singh, “Japan’s new defense guideline: much to worry about?”, ISEAS, 21 Décembre 2018.

premier donateur d'aides publiques au développement (pour un total de 20 milliards d'USD), deuxième source d'IDE pour un total de 42 milliards d'USD investis à la fin 2016 et enfin troisième partenaire économique totalisant un commerce bilatéral de 30 milliards d'USD en 2016. Conscient de l'attrait économique du BRI, le Japon en tant qu'investisseur omniprésent dans le secteur des infrastructures au sein de l'ASEAN, souhaite se démarquer par l'intermédiaire d'investissements de qualité comme par l'intermédiaire des sommets Japan-Mékong, dont la dernière réunion eut lieu en Octobre 2018. En Novembre dernier, lors d'une visite du vice-président Mike Pence au Japon, Shinzo Abe a profité des discussions bilatérales avec son homologue américain pour annoncer la mise en place de 10 milliards d'USD dans le cadre de futurs investissements en Indo-Pacific aux côtés des 60 milliards d'USD venant de Washington⁴⁸. Qualifiée de "problem free"⁴⁹, la relation entre Hanoi et Tokyo se renforce sur le plan sécuritaire depuis 2014 avec la livraison de plusieurs bateaux de patrouilles⁵⁰, divers radars aux garde-côtes vietnamiennes ou encore l'achat d'avions de seconde main "P-3C" destinés à la surveillance anti-sous-marine. Plus récemment, en Septembre 2018, un sous-marin japonais s'est rendu au port de Cam Ranh illustrant la volonté de Tokyo de garder la mer de Chine méridionale ouverte à tous.

Enfin, si l'Inde n'est pas un partenaire économique de premier plan pour Hanoi, les deux pays entretiennent une longue relation historique et culturelle⁵¹. New Delhi, à l'instar des autres membres du QUAD, est particulièrement concernée par l'essor du modèle chinois, que ce soit par l'intermédiaire des diverses coopérations chinoises avec ses voisins pakistanais et sri lankais, ou encore par la mise en place du collier de perles⁵². Pour répondre à cet encerclement, New Delhi dispose de sa "act east policy", qui consiste à approfondir ses relations avec les membres de l'ASEAN, incluant l'amélioration de leurs capacités militaires. Ici aussi, le Viêtnam joue un rôle central via un partenariat stratégique global liant les deux pays depuis 2016, notamment sur les aspects sécuritaires

⁴⁸ AmChamVietnam, "Japan, US commit 70 billions USD to finance infrastructure in Indo-Pacific region", AMCHAMVIETNAM, 13 Novembre 2018.

⁴⁹ Le Hong Hiep, "The strategic significances of Vietnam-Japan Ties", ISEAS, Avril 2017.

⁵⁰ Valeur totale: 338 millions d'USD

⁵¹ Rajeev Ranjan Chaturvedy, "Vietnams foreign policy under Đổi Mới", ISEAS, 2017, p 124.

⁵² Bruno Philip, "La Chine tisse un ambitieux 'collier de perles' portuaire autour de l'Inde", Le Monde, 24 Février 2010.

et militaires. Cela s'est traduit par la "common vision on defense ties" sur la période 2015-2020, dont l'objectif est l'approfondissement des liens militaires entre New-Delhi et Hanoi, se caractérisant dans un premier temps par la formation des troupes vietnamiennes sur les avions de chasse Su-30MK2 et sur les sous-marins de classe Kilo. Dans un second temps, l'utilisation d'une ligne de crédit de 500 millions d'USD offerte par l'Inde au Viêt Nam pour des futures commandes d'armes ou d'équipements militaires reste cependant en suspens. En effet, il a été reporté que le Viêt Nam pourrait être intéressé par l'achat de missiles BrahMos d'origine russo-indienne (missile anti-navire sujet aux sanctions américaines) ou Akash (terre-air) permettant le renforcement, la modernisation des capacités maritimes/militaires vietnamiennes. L'Inde, premier client de la Russie à l'export dans le domaine de l'armement serait, dans cette optique, dans la meilleure position pour gagner des parts de marchés auprès du Viêt Nam⁵³. L'ouverture d'un bureau de représentation de l'entreprise BEL (Bharat Electronics) à Hanoi en Juin 2018, productrice des missiles Akash, pourrait être un signe allant dans cette direction. Enfin, autre signe prouvant de l'importance des relations grandissantes entre Hanoi et New-Delhi fut la première visite du président indien Kovind au Viêt Nam en Novembre 2018, après celles de de Nguyễn Xuân Phúc et le défunt président Trần Đại Quang en Inde courant 2018⁵⁴.

CONCLUSION

Si les tensions en Mer de Chine méridionale entre l'ASEAN et la RPC sont relativement stables compte tenu des actuelles négociations sur le futur CoC d'une part et de la trêve commerciale entre Pékin et Washington d'autre part, divers évènements pourraient venir

⁵³ Saurav Jha, "Can India break into Vietnam's defense market?", The Diplomat, 5 Décembre 2018.

⁵⁴ Rudroneel Ghosh, "Kovind's Vietnam visit: New-Dehli and Hanoi should focus on organic growth in ties", Times of India, 15 Novembre 2018.

troubler cette situation. Les récentes déclarations de Xi Jinping à propos de Taiwan, se disant prêt à “un recours à la force”, en cas d’indépendance de l’île Formose, tout comme la signature de l’ARIA par Donald Trump montrent que l’année 2019 sera décisive pour la stabilité régionale. La trêve commerciale annoncée début Décembre 2018 pour une durée de 30 jours offre un instant de répit aux membres de l’ASEAN, qui espèrent pouvoir profiter économiquement d’une entente cordiale entre les deux superpuissances. L’ASEAN justement, sous la présidence de la Thaïlande en 2019, espère pouvoir jouer un rôle de médiateur, afin d’éviter toutes orientations stratégiques internes qui risqueraient de la déchirer en cas de nouvelles tensions. Les 10 membres de l’ASEAN sont ainsi courtisés de part et d’autre par l’intermédiaire d’une course aux parrainages sur les plans économique (investissements), politique et militaire.

À quoi faut-il s’attendre à l’issue des négociations “commerciales” entre Donald Trump et Xi Jinping ? En plus de la question du déficit américain et des mauvaises pratiques commerciales chinoises, se posent les questions de la militarisation des archipels Spratleys (Trường Sa) et Paracels (Hoàng Sa), de la dénucléarisation nord-coréenne, du futur de l’île de Taïwan ou encore de l’espionnage industriel. Donald Trump pourrait-il sacrifier, tel un “grand bargain”, certains intérêts stratégiques des États-Unis et de leurs alliés en Indo-Pacifique au détriment de ses intérêts électoraux⁵⁵ ?

L’Indo-Pacifique cristallise de plus en plus les attentions mondiales, notamment occidentales. La France, forte de ses territoires (6.8 millions de KM² de ZEE) en Océanie participera au dialogue Shangri-La 2019 à Singapour avec la ministre de la défense Mme Parly. Paris a d’ores et déjà annoncé la présence du porte-avion Charles de Gaulle dans les eaux de la région et effectuera certainement des escales chez ses partenaires stratégiques. De son côté, le Royaume-Uni dans une optique post-BREXIT, espère déployer sa nouvelle

⁵⁵ Kevin Lu, “The pieces are in place for a grand bargain with China ?”, Foreign Policy, 28 Novembre 2018.

stratégie diplomatique indépendante “Global Britain” en ouvrant entre autres une base navale en Asie du sud-est⁵⁶.

Dans un tel contexte, le Viêt Nam s’efforce de maintenir sa politique d’équilibre post-Đổi Mới et pourrait prochainement s’illustrer diplomatiquement en accueillant le deuxième sommet Kim-Trump, fin février à Da Nang ou Hanoi⁵⁷. En parallèle, la RSVN consciente de son intérêt stratégique et de ses dépendances avec Washington et Pékin, reste dans l’attente d’une réponse américaine suite à la demande d’exemption concernant les éventuelles sanctions à la suite des achats d’armements russes. À l’opposé, Hanoi a récemment montré sa volonté de tenir tête à Pékin dans les négociations du CoC, dont la RPC se sert de levier diplomatique pour dicter ses règles et conditions. Car comme l’indique Benoît de Tréglodé, le Viêt Nam est conscient que les différends maritimes pourraient durer plusieurs décennies, sans pour autant poursuivre une politique pragmatique vis-à-vis de Pékin. À l’heure où la RPC semble plus que jamais en position de force, le renforcement stratégique du QUAD (US et Japon en tête) ainsi que l’UE dans une moindre mesure (France dorénavant) évite une mainmise de Pékin sur l’ASEAN.

Avec une ASEAN justement trop souvent perçue comme un tremplin diplomatique et peinant à s’affirmer, le Viêt Nam va devoir redoubler d’efforts pour garder un équilibre entre les différentes puissances tout en diversifiant ses accords et partenariats, UE en tête⁵⁸. Plus de trois décennies après les réformes du Đổi Mới, Hanoi fait figure d’exemple aux pouvoirs cubains et nord-coréens, en disposant désormais de solides liens avec la communauté internationale ainsi que les principales puissances mondiales. La dégradation d’un contexte géopolitique régional en conflit ouvert ou nouvelle guerre froide serait néanmoins synonyme d’orientations stratégiques plus explicites, ce qui

⁵⁶ Carl Thayer, “After BREXIT: Global Britain plots course to return to the far east”, *The Diplomat*, 17 Janvier 2019.

⁵⁷ Viet Phuong Nguyen, “Why Vietnam should host the second Kim-Trump summit”, *The Diplomat*, 16 Janvier 2019

⁵⁸ L’UE et le Viêt Nam ont ratifié un accord économique « EVFTA » qui entrera en vigueur à la mi- 2019

entraînerait la fin du non-alignement vietnamien, qui permit l'essor du pays. Pékin ou Washington ? Les deux ? L'issue des négociations nous en dira plus, la RSVN a tout à y perdre. ■

ASIA FOCUS #102

QUELLES PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR LE VIÊTNAM EN INDO-PACIFIQUE ?

PAR NICOLAS DUTERQUE / RESPONSABLE DE ZONE EXPORT, DIPLÔMÉ D'IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS
Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS
www.iris-france.org